



Une fois n'est pas coutume, en raison du confinement, le 1^{er} mai 2020 s'exprimera cette année non pas dans la rue mais sur nos balcons et sur les réseaux sociaux. Plus que jamais, ce 1er Mai sera l'occasion de porter nos revendications pour un monde plus juste, plus égalitaire et d'exprimer ce que nous souhaitons pour demain.

Tout d'abord, nous tenons à remercier pour leur engagement et leur travail, celles et ceux qui n'ont pas compté leurs heures, tous les salarié-e-s de la santé mais aussi les « invisibles, les oublié-e-s » de notre société, qui pour certains n'ont jamais cessé le travail, le plus souvent au risque de leur propre vie (caissières, éboueurs, aides à domicile, etc...). Cette crise met en évidence la présence indispensable des services publics au plus près de nos territoires. Nos services publics, qui subissent depuis des années, comme le dénonce la CGT, les attaques incessantes de nos gouvernements successifs et leur politique néolibérale au titre d'économies budgétaires. L'hôpital unique de Lanne en est un bon exemple.

Si la « reprise » de la vie sociale, dont le travail fait partie, est une espérance, une nécessité pour beaucoup d'entre nous, elle ne peut se faire sans la garantie la plus absolue de la sécurité et de la santé de chacun. Mais prioriser la vie et la santé des salariés et de leurs familles ne semble décidément pas être la préoccupation du gouvernement qui, sous prétexte de la crise, continue à porter de nouveaux coups aux droits des salariés : semaine à 60 heures, congés payés imposés, pressions de Mme Pénicaud pour museler les inspecteurs du travail (mise à pied d'un inspecteur de la Marne) suppression de l'allocation pour garde d'enfant et réduction du chômage partiel. L'exécutif et le MEDEF voudraient imposer aux salariés de faire plus d'efforts. Dans le même temps, le gouvernement distribue des aides financières à certaines entreprises rentables qui cumulent aides d'Etat et distribution des dividendes (cf. SANOFI) et ne prend aucune mesure réglementaire contre celles qui s'affranchissent de la solidarité nationale.

Les dernières annonces du gouvernement concernant la réouverture des écoles contre l'avis du conseil scientifique, ne sont pas de nature à nous rassurer. Elles prouvent une nouvelle fois l'amateurisme, l'incompétence et le cynisme de nos dirigeants. En renvoyant toute responsabilité politique et juridique aux collectivités et aux parents, le gouvernement cherche une fois de plus à s'exonérer de ses obligations.

Sacrifier les plus fragiles d'entre nous n'est pas admissible dans une société d'égalité et de solidarité. Les précaires payent le prix fort de la situation et les inégalités sociales explosent. Le manque d'investissement au niveau de la santé, la réforme de l'assurance chômage, mettent à mal la protection sociale, laquelle est un socle protecteur.

A ce titre nous revendiquons pour le jour d'après:

- ❖ Le retrait du projet de réforme de la retraite pas point
- ❖ Le retrait total de la réforme du chômage
- ❖ Le droit à un travail digne et reconnu, pour toutes et tous dans une société solidaire.
- ❖ L'égalité entre les femmes et les hommes au travail et dans la vie.
- ❖ Une économie sociale et solidaire au service de la personne et non au service des intérêts financiers.
- ❖ La garantie de l'emploi et le droit à un salaire répondant aux besoins.
- ❖ La défense et la promotion des services publics (santé, éducation, transports, énergie...) et de la Sécurité sociale
- ❖ Une fiscalité progressive et une lutte efficace contre l'évasion fiscale.
- ❖ La relocalisation de toutes les entreprises, une vraie politique industrielle.
- ❖ Partage du temps de travail à 32 heures

Ce 1er Mai doit nous permettre de porter nos revendications pour un monde plus juste, durable et solidaire !

Le bureau de l'UD CGT 65